

## Réforme du lycée professionnel: les syndicats appellent à une grève le 18 octobre

Paris, 23 sept. 2022 (AFP) -

Les syndicats enseignant de la voie professionnelle ont appelé vendredi à une journée de grève le 18 octobre pour demander le retrait du projet de réforme du lycée professionnel, dont ils craignent notamment qu'elle réduise les heures d'enseignement général.

"Le président Macron persiste à vouloir imposer aux personnels sa réforme des lycées professionnels calquée sur le modèle de l'apprentissage. C'est un exemple révélateur que la méthode ne change pas: aucun bilan de la réforme précédente, aucune concertation en amont de cette annonce brutale et une feuille de route tardive (et floue)", indique ce texte signé par la plupart des syndicats du secteur, dont le SNETAA-FO, le SNUEP-FSU, le SE-UNSA, la CGT Educ'action, le SNALC, SUD Éducation, le SNEP-FSU, le SNES-FSU.

"L'augmentation du nombre de semaines de stage impliquera moins de semaines d'enseignement dans nos lycées. Si le président a enfin concédé à dire que l'enseignement général doit rester une composante de la formation des jeunes, il l'a évoqué surtout à l'aune de disciplines qui seraient +fondamentales+", ajoutent ces syndicats, réunis jeudi soir en intersyndicale pour décider des actions à mener.

"Cette diminution du temps scolaire percutera aussi les enseignants et enseignantes de matière professionnelle", disent encore ces organisations syndicales. Pour elles, "l'urgence est de renforcer les lycées professionnels et de donner plus de temps et de moyens aux personnels pour faire réussir tous les élèves".

"La réforme est à l'opposé de nos ambitions, c'est pourquoi nos organisations appellent à une journée de grève le mardi 18 octobre, point de départ de la mobilisation pour obtenir le retrait de ce projet", concluent-elles.

Emmanuel Macron a présenté la semaine dernière lors d'un déplacement aux Sables-d'Olonne (Vendée) les grandes lignes de sa réforme "très progressive" du lycée professionnel, annoncée dès sa campagne présidentielle. Le chef de l'Etat avait aussi appelé fin août devant les recteurs d'académie à une "transformation profonde" de la voie professionnelle, avec la volonté de "ré-arrimer très en profondeur et en amont le lycée professionnel avec le monde du travail".

Mais les syndicats de l'enseignement professionnel s'inquiètent de cette réforme, et notamment de l'augmentation prévue du temps de stages d'au moins 50%. Réunis une première fois en intersyndicale fin août, fait rare pour l'enseignement professionnel, ils avaient dénoncé une "menace forte" et un "projet de désorganisation de la voie professionnelle scolaire".

slb/fmp/dch

Afp le 23 sept. 22 à 17 02.

